

mardi, 05 mai 2015 01:56

Scénario catastrophe, en Syrie ??, par Robert Perry



IRIB- L'alliance entre Israël et l'Arabie saoudite, coalisés avec d'autres pays sunnites radicaux, est en train de mener les groupes affiliés à Al-Qaïda vers la victoire ou du moins de leur assurer la sécurité, en Syrie et au Yémen. Ce qui ne fait que souligner les contradictions non résolues de la politique de Barack Obama, au Moyen Orient.

Le Front Al-Nosra et l'Etat islamique – branche hyper-brutale d'Al-Qaïda – tous deux soutenus par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, gagnent de plus en plus de terrain en Syrie, tandis qu'Israël frappe les alliés du gouvernement syrien. Certains analystes prédisent à présent l'effondrement probable du gouvernement du président Bashar el-Assad, plutôt laïc.

Au cours des dernières années, Israël et l'Arabie Saoudite ont bien fait comprendre qu'ils considéraient le renversement du gouvernement d'Assad, soutenu par l'Iran, comme une priorité géopolitique même si le résultat en est la victoire d'Al-Qaïda ou de l'Etat islamique. Mais Obama, qui s'est montré incapable – ou peu décidé – de brider l'alliance Israël-Arabie Saoudite, aurait alors à décider de ce qu'il doit faire face à la domination par des terroristes d'une importante nation du Moyen Orient.

Certains de ces radicaux sunnites ont montré qu'ils sont déterminés à assassiner des minorités qu'ils considèrent infidèles, y compris les Chrétiens, les Alaouites et les Chiïtes. Les terroristes pourraient transformer en véritable boucherie les rues des grandes villes syriennes et donner à Al-Qaïda une solide base d'où lancer des attaques terroristes contre l'Occident.

La réponse qu'Obama et son successeur apporteront à cette situation est incertaine. Mais il serait difficile pour n'importe quel président américain de rester assis et de ne rien faire. Néanmoins,

envoyer un autre corps expéditionnaire en Syrie pour déloger Al-Qaïda ou l'Etat islamique de Damas et les repousser hors de Syrie serait une folie qui causerait des pertes humaines massives, coûterait des milliards de dollars sans grande promesse de succès.

Pendant ce temps, les principaux médias américains dominés par les néoconservateurs, racontent déjà que l'échec d'Obama, c'est de ne pas être intervenu plus tôt pour renverser le régime d'Assad, ce qui aurait permis à des rebelles « plus modérés » de prendre le pouvoir. Or l'existence d'une importante armée rebelle « modérée » a toujours été une fiction. Obama a lui-même dit – dans une [interview](#) réalisée en août 2014 par le chroniqueur du New York Times, Thomas L.Friedman – que c'était un pur fantasme que de penser qu'armer les rebelles aurait changé le cours des choses. Obama a déclaré :

« L'idée que nous pourrions fournir des armes légères ou même des armes plus sophistiquées à une opposition formée de docteurs, de cultivateurs, de pharmaciens, etc, et qu'ils allaient être capables de se battre contre un Etat non seulement bien armé mais aussi soutenu par la Russie, l'Iran et un Hezbollah endurci au combat, cette idée n'a jamais été vraiment envisagée. »

Obama a ajouté que son administration avait du mal à trouver, à entraîner et armer suffisamment de rebelles syriens laïcs pour changer les choses: *« Il n'y a pas autant de possibilités que nous l'aurions souhaité »* .

En fait, une grande partie de l'Armée Syrienne Libre , soutenue et armée par les Etats-Unis, s'est mise du côté du Front Al-Nosra ou de l'Etat islamique en 2013. Après cela, le seul choix réaliste d'Obama a été de conclure un accord politique pragmatique avec Assad et de coopérer avec l'Iran et la Russie pour récupérer les territoires conquis par Al-Qaïda et l'Etat islamique.

Se débarrasser d'Assad

Mais ce choix s'est avéré politiquement impossible parce que le lobby israélien et des néoconservateurs américains a continué à faire pression pour qu'Assad soit renversé. Ils ont été aidés par le refus d'Obama de donner des renseignements qui auraient permis de réfuter certains des arguments anti-Assad diffusés par les médias américains. Par exemple, les services secrets américains nourrissaient des doutes à propos de l'attaque au gaz sarin par le régime d'Assad près de Damas le 21 août 2013. Obama aurait pu révéler ces doutes.

Un argument important dans le discours des néoconservateurs qui a empêché toute détente avec Assad fut de rendre celui-ci responsable de l'attaque au gaz sarin qui tua des centaines de civils. Et même alors que de nombreuses preuves arrivaient, montrant que l'attaque était probablement une provocation des rebelles extrémistes, Obama rechignait à revenir sur le jugement hâtif du début, neuf jours après les événements.

Pas plus tard que ce mois-ci, l'administration d'Obama relançait ses premières accusations dans « 60 Minutes » sur CBS et d'autres médias qui se contentent de régurgiter des renseignements périmés plutôt que d'examiner des preuves nouvelles. Or celles-ci font état d'une opération « sous fausse bannière » conçue pour pousser l'armée américaine à rejoindre les rebelles dans la guerre syrienne. [Voir Consortiumnews.com's "[A Fact-Resistant 'Group Think' on Syria.](#)"].

Bien qu'en 2013 Obama ait refusé de bombarder l'armée syrienne, ce qui aurait ouvert les portes de Damas à Al-Qaïda et/ou à l'Etat islamique, il n'a pas souhaité passer outre les désirs de « changement de régime » de son Département d'Etat qui reste sous l'influence des néoconservateurs et de leurs sous-fifres, les interventionnistes libéraux.

A présent, malgré le risque grandissant d'une victoire d'Al-Qaïda ou de l'Etat islamique en Syrie, Obama semble figé dans l'indécision, cerné par le lobby israélien, les Saoudiens et leur pétrole, les politiciens néoconservateurs et les leaders d'opinion à Washington.

Mais le danger d'une victoire des Islamistes par la terreur va croissant chaque jour.

Dans [un article](#) intitulé « *Rebel resurgence puts Syrian regime in peril* » Liz Sly du Washington Post disait :

« *En Syrie, une vague de victoires chez les rebelles fait que de moins en moins de gens croient en la durabilité du régime de Bashar el-Assad qui semble à présent plus en danger qu'il ne l'a jamais été au cours des trois dernières années.*

« *Samedi la prise de la ville de Jisr al-Shughour dans le nord de la province d'Idlib a été la toute dernière victoire d'une succession de batailles remportées par les forces rebelles qui ont progressé de façon significative à la fois au nord et au sud du pays...*

« *Les analystes disent que » les changements sur le champ de bataille arrivent au moment où l'administration d'Obama a mis de côté la crise syrienne pour se concentrer sur ses priorités: battre l'Etat islamique en Iraq et conclure un accord nucléaire avec l'Iran. Cependant, le rythme des événements en Syrie pourrait bien obliger les Etats-Unis à se concentrer à nouveau sur la guerre non résolue, centre du bouleversement qui engloutit le Moyen Orient.*

« *L'Iran soutient Assad, l'Arabie Saoudite soutient les rebelles et un changement dans l'équilibre des forces en Syrie pourrait avoir de sérieuses répercussions sur les conflits en Iraq et au Yémen. » La donne est en train de changer en ce moment en Syrie » dit Jamal Khashoggi, grand journaliste saoudien. « Je pense que nous allons assister à la chute du régime d'Assad et il nous faut penser dès maintenant à ce qui arrivera le jour d'après, parce que le jour d'après est très proche.*

« *Si les rebelles connaissent à nouveau du succès, c'est en grande partie du fait du récent rapprochement entre une Arabie Saoudite à nouveau sûre d'elle et ses anciens concurrents dans la course à l'influence sur les rebelles : la Turquie et le Qatar.*

« *Depuis son intronisation en janvier, le roi saoudien Salman a défié énergiquement l'expansionnisme régional de l'Iran, principal ennemi de l'Arabie Saoudite, en se lançant dans des frappes aériennes contre les rebelles Houthis au Yémen, soutenus par l'Iran. Il a aussi tout fait, avec le Qatar et la Turquie, pour renforcer les rebelles syriens divisés et affaiblis, a dit Khashoggi. »*

Il en a résulté une coalition très fédératrice de rebelles, nommée l'Armée de Conquête qui est composée du groupe Jabhat al-Nosra, d'Al-Qaïda, d'un ensemble de brigades islamistes et d'un petit nombre de bataillons plus modérés. Cette coalition, lancée le mois dernier, s'est révélée plus efficace qu'on ne s'y attendait.

Dans un commentaire qu'il a donné la semaine dernière au *Middle East Institute*, Robert S. Ford [1], ancien ambassadeur américain en Syrie, a dit que la chute du régime Assad ne saurait être écartée. Les divisions en son sein, les revers sur le champ de bataille et le manque de soldats « *sont tous des signes de faiblesse* », a-t-il écrit. « *Il se peut que nous soyons en train d'assister au commencement de la fin.* »

Davantage de frappes aériennes israéliennes

Dans le même temps, Israël [aurait repris ses frappes aériennes](#) contre les bases militaires syriennes près du Liban. Il se pourrait qu'elles visent le Hezbollah libanais qui coopère avec Assad pour combattre les rebelles sunnites. Des officiels israéliens ont refusé de commenter ces attaques tout en jurant de vouloir empêcher la Syrie de fournir des armes sophistiquées au Hezbollah.

Une précédente frappe aérienne avait tué de nombreux combattants du Hezbollah ainsi qu'un général iranien présent en Syrie pour aider les hommes d'Assad. Israël a aussi conclu ce qui équivaut à un

pacte de non-agression avec le Front Al-Nosra et Al-Qaïda le long des hauteurs du Golan occupées par Israël. Celui-ci soigne dans ses hôpitaux les combattants d'Al-Nosra afin qu'ils repartent au combat.

Plus important encore, Israël a lâché son puissant lobby aux Etats-Unis afin de rallier les Républicains et de nombreux Démocrates dans le but de contrer Obama. En effet, celui-ci veut arriver à un accord avec l'Iran pour limiter son programme nucléaire et il veut aussi avoir de meilleures relations avec ce pays.

Les ouvertures d'Obama en direction de l'Iran ont alarmé l'Arabie Saoudite qui se voit comme le leader des Sunnites du Moyen Orient. Le mépris des Saoudiens envers l'Iran les a même conduits à être au coude à coude avec Israël dans une relation de couple bizarre. Les deux pays considèrent à présent l'Iran comme leur principal adversaire.

En même temps que cette relation s'affirmait, Israël a même commencé à parler d'une préférence pour les militants d'Al-Qaïda au détriment du gouvernement plutôt laïc de Bashar el-Assad vu comme le protecteur des Alaouites, des Chiïtes, des Chrétiens et autres minorités syriennes terrifiées par les extrémistes sunnites soutenus par les Saoudiens.

En septembre 2013, Michael Oren, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis et proche conseiller du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a déclaré au Jérusalem Post qu'Israël préférait les extrémistes sunnites à Bashar el-Assad. Il exprimait là de la façon la plus explicite possible le point de vue israélien.

Oren a également déclaré dans une [interview](#) : « *Le plus grand danger pour Israël est cet arc stratégique qui va de Téhéran à Beyrouth en passant par Damas. Et nous considérons le régime d'Assad comme la clé de voûte de cet arc. Nous avons toujours souhaité le départ de Bashar el-Assad. Nous avons toujours préféré les méchants qui n'étaient pas soutenus par l'Iran aux méchants soutenus par l'Iran.* » Il a précisé que c'était bien le cas même si les « méchants » en question étaient affiliés à Al-Qaïda.

En juin 2014, lors d'une conférence à l'Institut Aspen, Oren a développé sa position. Parlant en tant qu'ancien ambassadeur, il a dit qu'Israël préférerait une victoire de l'Etat islamique, qui massacrait les prisonniers irakiens et décapitait des Occidentaux, à la survie en Syrie d'un Bashar el-Assad soutenu par l'Iran. Il a ajouté : « *Du point de vue d'Israël, si un mal doit prévaloir, que ce soit le mal sunnite.* »

Le 1er octobre 2013, dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fait allusion à la nouvelle relation entre Israël et l'Arabie Saoudite. Ce discours visait surtout à condamner l'Iran pour son programme nucléaire et à le menacer de frappes militaires israéliennes unilatérales. Netanyahu a donné une indication, presque passée inaperçue, sur l'évolution des rapports de forces au Moyen Orient :

« *Le danger que représente un Iran possédant l'arme nucléaire et l'émergence d'autres menaces dans notre région ont amené beaucoup de nos voisins arabes à admettre, admettre enfin, qu'Israël n'était pas leur ennemi. Et ceci nous offre l'occasion de dépasser une animosité historique et d'établir de nouvelles relations, de nous faire de nouveaux amis et d'avoir de nouveaux espoirs.* »

Le lendemain, on [annonçait](#) aux informations de la Chaîne 2 israélienne que des hauts fonctionnaires des services secrets israéliens avaient rencontré à Jérusalem un homologue des Etats du Golfe. On pense qu'il s'agissait du prince Bandar bin Sultan, alors chef des services secrets saoudiens.

Même les principaux médias américains sont au courant de cette alliance improbable. C'est ainsi que Joe Klein, correspondant du Time magazine, a [décrit](#) ce rapprochement dans un article du 9 janvier 2015 :

» *Le 26 mai 2014 a eu lieu à Bruxelles un échange public sans précédent. Deux anciens chefs haut placés des services secrets israéliens et saoudiens, Amos Yadlin et le prince Turki al-Faisal, ont parlé pendant plus d'une heure de la politique régionale au cours d'une conversation animée par David Ignatius du Washington Post* »

» *Leurs points de vue divergeaient sur quelques sujets, comme par exemple la nature exacte d'un accord de paix israélo-palestinien. Mais ils convergeaient sur d'autres: la réalité du danger nucléaire iranien, la nécessité de soutenir le nouveau gouvernement militaire en Egypte et celle d'exiger une action internationale concertée en Syrie. C'est le prince Turki qui a fait la déclaration la plus frappante. Il a dit que les Arabes avaient « franchi le Rubicon » et « ne voulaient plus combattre Israël. »*

Le congrès du ralliement

Lors d'un discours prononcé devant les deux chambres du Congrès le 3 mars, Benjamin Netanyahu a précisé qu'Israël préférerait les djihadistes soutenus par les Saoudiens aux membres du gouvernement syrien alliés aux Iraniens. Il a vivement encouragé le gouvernement américain à changer de priorité: combattre l'Iran plutôt qu'Al-Qaïda et l'Etat islamique.

Netanyahu a dit que le danger représenté par l'Etat islamique – avec ses bouchers armés de couteaux, ses armes prises à l'ennemi et YouTube – était bénin comparé à l'Iran qu'il a accusé « *d'avalier les nations* » du Moyen Orient.

Sous les applaudissements du Congrès, il a poursuivi: « *L'Iran domine à présent quatre capitales arabes, Bagdad, Damas, Beyrouth et Sanaa. Et si personne ne maîtrise l'agression iranienne, nous verrons encore bien d'autres choses.* » Que Netanyahu ait choisi ces capitales était cependant bizarre car l'Iran n'a jamais pris aucune d'elles par la force. Il a seulement apporté son soutien au gouvernement assiégé de Damas et est l'allié des éléments chiites du gouvernement libanais.

Pour ce qui est de l'Iran, ses alliés ne furent pas mis en place par l'Iran lui-même mais par le président George W. Bush lors de l'invasion américaine. Et au Yémen c'est la non résolution d'un conflit confessionnel qui a conduit à la prise de Sanaa par des rebelles Houtis. Ceux-ci sont des chiites Zaidis, un dérivé de l'islam chiite qui est plus proche de certaines sectes sunnites. Les Houthis se défendent d'être des agents de l'Iran et les services de sécurité occidentaux pensent que l'aide que l'Iran leur a apportée a essentiellement été de l'argent.

Cependant, dans le cadre de la campagne israélo-saoudienne contre l'influence de l'Iran, l'Arabie Saoudite a fait des frappes aériennes sur des villes du Yémen avec des avions sophistiqués fournis par les Etats-Unis et la marine américaine a exercé un blocus contre le Yémen allant, le week-end dernier, jusqu'à faire rebrousser chemin à neuf navires iraniens transportant des secours sous le prétexte qu'ils pouvaient aussi transporter des armes.

Les autorités saoudiennes ont accepté des pourparlers de paix vivement conseillés par le président Obama. Malgré tout, les forces aériennes saoudiennes ont repris les bombardements sur Sanaa, la capitale du Yémen, et sur d'autres cibles. Malgré l'aide des services secrets américains, les frappes saoudiennes ont tué des centaines de civils et détruit certaines des anciennes villes du Yémen.

Les frappes saoudiennes ont aussi eu pour effet de renforcer la cause d'*Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique*, que les Etats-Unis ont qualifié de branche la plus dangereuse d'Al-Qaïda pour ce qui est de commanditer des attaques contre l'Occident. Les rebelles Houtis se trouvant sous les bombardements saoudiens, le groupe d'*Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique* a pu s'emparer de plus de territoires à l'est et occuper une prison d'où ils ont libéré des militants d'Al-Qaïda.

Il semble, néanmoins, que la crise la plus sévère soit en Syrie où le Front Al-Nosra /Al-Qaïda et le sanguinaire Etat islamique semblent l'emporter avec l'aide militaire de l'Arabie saoudite et la couverture politique d'Israël.

Par Robert Parry | 27 avril 2015

[1] Ford a été l'une des pièces maîtresses de la diplomatie américaine en Syrie. Il a notamment œuvré sans relâche pour aider l'opposition à renverser le gouvernement de Bachar al-Assad. Il a été également conseiller politique à l'ambassade américaine à Bagdad entre 2004 et 2006. Voir:

- L'ambassadeur des États-Unis en Syrie en charge du recrutement d'escadrons de la mort arabes et musulmans <http://www.silviacattori.net/article2426.html>
- L'Égypte en route pour la guerre civile programmée par l'empire : [Resistance71/](#)
- Les malencontreuses aventures de Robert Ford en Syrie : [Sputniknews.com](#)